

Arrêté temporaire n°2021CJT031190A1

Enregistré sous le numéro 2021CJT031190 de la Métropole de Lyon

Enregistré sous le numéro 2021-321 de la Commune de Lissieu

Objet : Arrêté de circulation et de stationnement portant sur la section comprise entre le n°41 et n°43 chemin de la Clôtre (Lissieu) pour des travaux de construction de réseau et branchement (télécom)

Le Président de la Métropole de Lyon
Le Maire de la Commune de Lissieu

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment :

- L'article L.3642-2,
- Les articles L.2213-2-2, L.2213-2-3, L.2213-3, L.2213-3-1 et L.2213-6 relatifs au pouvoir de police du stationnement du maire,
- Les articles L.2213-1, L.2213-2-1, L.2213-3-2, L.2213-4 alinéa 1er, L.2213-5, L.2213-6-1 relatifs au pouvoir de police de la circulation du président de la Métropole;

VU le Code de la Route;

VU le Code de la Voirie Routière;

VU le Code Pénal et notamment l'article R.610-5;

VU le Code de la Sécurité Intérieure notamment l'article R.511-1;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière;

VU le Plan des Déplacements Urbains de l'agglomération lyonnaise approuvé en Conseil métropolitain du 6 mars 2017;

VU l'accord technique favorable de la métropole de Lyon, LYvia n° 202114106;

VU la délibération N° 2020.14 du 23/05/2020 portant délégation de signature, pour les mesures de police du stationnement à M.me Charlotte GRANGE, Maire de Lissieu.

VU l'arrêté N° 2021-04-02-R-0261 du 2 avril 2021 portant délégation de signature, pour les mesures de police de la circulation, à Monsieur Fabien BAGNON, Vice-Président délégué à la voirie et aux mobilités actives;

VU l'avis de la Métropole pour ce qui concerne les dispositions en matière de stationnement;

VU la demande du 10-12-2021 de la société EIFFAGE Energie Telecom

VU la demande du 10-12-2021 de la société EIFFAGE Energie Telecom représenté par DEBARD Emmanuel.

Considérant qu'il y a lieu de freiner la propagation du coronavirus COVID-19;

Considérant qu'il incombe à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures propres à assurer le maintien du bon ordre et à prévenir tout accident pendant ces travaux, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules.

Considérant que la partie de la voie concernée est située en agglomération.

ARRÊTENT

Article 1 - Circulation alternée

Du 13-12-2021 au 24-12-2021, sur une période de travaux de deux jours calendaires et sur la portion de chaussée située Du 41 au 43 Chemin de la Clôtre (Lissieu), la circulation des véhicules s'effectue de façon alternée. Cet alternat est signalé par feux tricolore et ne doit pas excéder une longueur de 300m. La vitesse sera limitée à 30km/h au niveau du chantier et de ses abords

Article 2 - Vitesse

La vitesse des véhicules est limitée à 30km/h sur la portion de chaussée visée par l'arrêté.

Article 3 - Stationnement interdit

Du 13-12-2021 au 24-12-2021 le stationnement est interdit gênant au droit du Du 41 au 43 Chemin de la Clôtre (Lissieu).

Article 4 - Signalisation

Les panneaux de signalisation de cette interdiction sont à mettre en place 48 heures minimum avant le début du chantier. Cette mise en place sera constatée par un agent assermenté de la commune dans le même délai, et ce, à l'initiative du demandeur.

Article 5 - Propreté de l'espace public pour les voies métropole

Lors de l'achèvement des travaux, la chaussée devra être propre et satisfaire aux normes de sécurité en vigueur. En cas de dégradation de la chaussée, les trous et tranchées seront traités par un enrobé à froid. Le maître d'ouvrage doit prévenir la Métropole par déclaration LYvia afin de prévoir la réfection définitive. Les déblais et les matériaux entreposés pour les besoins du chantier seront évacués en fin de ce dernier.

Article 6 - Délais des travaux

Si les travaux ne sont pas terminés dans les délais prévus à l'article premier, l'entreprise devra obligatoirement solliciter un nouvel arrêté.

Article 7 - Maintien des cheminements

Les cheminements des modes actifs (accès PMR, piéton, vélo etc.), l'accès des riverains et le passage des véhicules de secours sont maintenus en permanence et protégés par des barrières sur le trottoir au droit du chantier.

A défaut la circulation piétonne est renvoyée sur le trottoir opposé signalée. La circulation cyclable peut être renvoyée sur les voies de circulation de véhicules et signalée.

Article 8 - Plan du dispositif

Le plan du dispositif est joint en annexe de l'arrêté.

Article 9 - Ampliation

Ampliation du présent arrêté sera faite à :

- ASVP LISSIEU
- CONSEILLER DELEGUE A LA SECURITE
- directeur des services techniques
- GENDARMERIE LIMONEST
- la société EIFFAGE Energie Telecom
- Monsieur le responsable de la Subdivision de Voirie secteur Nord
- SDMIS LISSIEU

Article 10 - Recours

Mesdames, messieurs : la Directrice Générale des services de la Métropole de Lyon, le(a) Directeur(trice) Général(e) des services de la Commune de Lissieu, le(a) Directeur(trice) Départemental(e) de la Sécurité Publique, tous agents de la force publique et de la police municipale, le(a) Directeur(trice) des Services Départemental et Métropolitain d'Incendie et de Secours du Rhône sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté ;

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Président de la Métropole de Lyon peut faire l'objet d'un recours contentieux sur les mesures de police de circulation arrêtées devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Maire de la Commune de Lissieu peut faire l'objet d'un recours contentieux sur les mesures de police de stationnement arrêtées devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Toute autre information peut être sollicitée auprès du service de la commune.

À Lyon, le 10/12/2021

Pour le Président,

Fabien Bagnon,
vice-président délégué à la
voirie et mobilités actives



À Lissieu, le 10/12/2021

Pour le Maire,

Charlotte GRANGE
Maire de Lissieu





